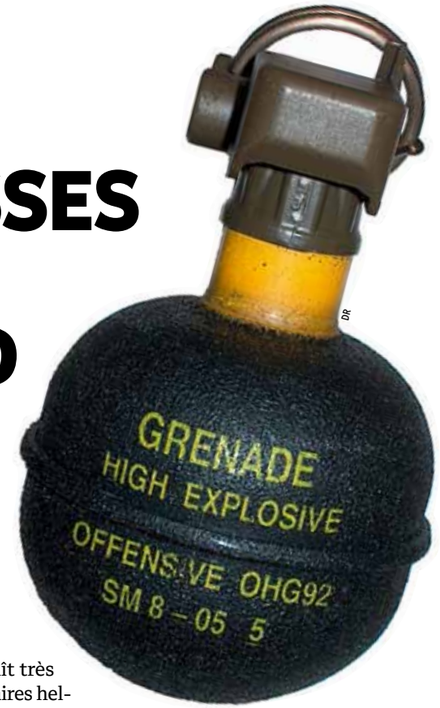
LES GRENADES SUISSES ÉTAIENT DESTINÉES À BACHAR EL-ASSAD



DR

ARMEMENT. Les munitions fabriquées par l'entreprise helvétique Ruag, contrôlée par la Confédération, se sont retrouvées entre les mains des rebelles syriens, et ce malgré la loi sur le matériel de guerre qui interdit de telles exportations lors de conflits armés.

PATRICK VALLÉLIAN

Qui a mis des grenades suisses dans les mains des rebelles syriens? Le Qatar, grand mécène de l'Armée libre syrienne (ALS), comme on le laisse entendre dans les rangs des services de renseignement helvétiques? Les Libyens, qui enverraient actuellement dans le pays de Bachar el-Assad du matériel en trop après leur guerre de libération? Ou les Emirats arabes unis (EAU), comme le soutient le Seco, le Secrétariat d'Etat à l'économie qui enquête sur cette violation de la loi sur l'exportation d'armement helvétique? Elle interdit en effet toute vente ou réexpédition d'armes suisses dans une région en guerre.

Caverne d'Ali Baba de l'armement. En fait, la vérité est ailleurs, selon nos informations. Si ces engins de mort fabriqués par l'entreprise d'armement Ruag, en mains de la Confédération, ont bel et bien transité par Abou Dhabi, ils n'étaient pas destinés aux rebelles, mais au régime de Damas. Ces munitions se trouvaient dans des stocks militaires emportés par des déserteurs de l'armée loyaliste qui ont rejoint les rangs de l'ALS, soutiennent plusieurs sources sur place. Une partie faisait en outre partie de lots vendus par les militaires syriens aux rebelles.

«Et ce ne sont pas les seuls engins de mort qu'envoient Dubaï ou Abou Dhabi à Bachar», abonde un Syrien de Suisse. On évoque également des missiles sol-air, des obus et quantité de fusils d'assaut, notamment les SIG qu'utilise l'armée suisse, et d'armes de point. Du matériel qui sort quotidiennement des entrepôts du port franc de Dubaï, véritable caverne d'Ali Baba de l'armement dans une région qui a massivement investi dans ce domaine ces dernières années et où les contrôles, pourtant exigés par la Suisse, sont très aléatoires. Résultat: pour beaucoup, il est fort probable que d'autres armements estampillés «swiss made» réapparaissent en Syrie dans un proche avenir. D'un côté comme de l'autre.

«A la différence du Qatar et des Saoudiens, les Emirats ne jouent pas la carte des rebelles», analyse un Occidental qui vit depuis de longues années dans ce royaume du Golfe et qui connaît très bien les petites affaires helvétiques sur place. «Au contraire, ces conservateurs n'ont jamais vraiment aimé les révolutionnaires d'aucune sorte.» Autant dire qu'ils n'ont pas parié sur une victoire de l'ALS, trop démocratique à leur goût.

Au nez et à la barbe du régime. Mais la politique n'est pas la seule raison qui pousse Abou Dhabi dans les bras de Damas. «Lorsque les Occidentaux ont décidé au printemps 2011 d'appliquer des sanctions financières contre le régime syrien, ils ont bloqué l'envoi d'argent en direction de l'Europe ou des USA», indique pour sa part Tawfik Chamaa, président de l'Association des démocrates syriens de Suisse et porte-parole de l'Union des organisations syriennes de secours médicaux (UOSSM), une ONG très active en Syrie et qui tient à bout de bras de nombreuses structures de soins dans le pays. «Les membres des clans au pouvoir se sont alors tournés vers les Emirats pour placer leur fortune à l'abri même si Bachar a, selon nos informations, caché la moitié des réserves du pays, soit 5 milliards de dollars, en Russie.» Et voilà qui tombait à pic pour Dubaï notamment, en pleine déroute financière après l'explosion de la bulle immobilière des subprimes. En outre, Bachar se trouvait en terrain conquis. Avant la guerre, il se rendait régulièrement dans les Emirats pour faire des courses dans les boutiques de luxe de la cité du Golfe avec sa femme Asma et il ne voulait pas placer sa fortune en Russie. Il a peur des mafias. «Ensuite, Dubaï est très proche de l'Iran. Ce sera très pratique pour lui lorsqu'il aura quitté le pouvoir et qu'il se sera réfugié à Téhéran», souligne un autre Occidental sur place.

Argent sous le manteau. D'où les largesses militaires des Emirati, qui, comme les Koweïtiens, appuient le régime en place. Tawfik Chamaa peut en témoigner, lui qui s'est rendu dernièrement à Dubaï pour récolter des dons en faveur de l'UOSSM. «Les gens n'osaient pas me parler. Ils avaient visiblement peur de s'afficher avec des opposants à Bachar qui venaient de l'étranger. Ils me donnaient de l'argent quasiment sous le manteau.»

Une crainte qui peut se comprendre. Damas a exigé, en contrepartie de ses milliards, que Dubaï et Abou Dhabi empêchent l'opposition de pouvoir récolter de l'argent auprès de la diaspora syrienne. Et quand on sait que 80% de l'effort de guerre de l'ASL est supporté par cette dernière dans le monde, on peut facilement en comprendre l'enjeu. «Je n'ai pas trop insisté, avoue Tawfik Chamaa. Les Syriens des Emirats sont sur un siège éjectable. Comme tous les étrangers, ils risquent d'être expulsés s'ils n'obéissent pas aux ordres des Emirats.»

«L'affaire du Seco». A Berne, en revanche, personne ne semble au courant de notre information. Chez Ruag on se borne à confirmer que les grenades à main de types OHG92 et SM 6-03-1 ont été produites entre 1992 et 2005 et qu'elles sont utilisées pour des infiltrations en territoire ennemi. Mais la société ne saurait expliquer comment elles se sont égarées dans la guerre civile syrienne. «Ça, c'est l'affaire du Seco», précise Jiri Paukert, porte-parole de Ruag, tout en annonçant à *L'Hebdo* que la société d'armement suisse participera à la foire militaire IDEX à Abou Dhabi, du 17 au 21 février prochains. Ruag ne pourrait en effet pas manquer une telle manifestation internationale, une des plus grosses au monde, où se «rencontrent les clients et les partenaires technologiques du monde entier». Il faut dire aussi que les EAU ont été le meilleur client de l'industrie militaire suisse en 2011 avec plus 265 millions de francs devant l'Allemagne (239 millions) et l'Italie (57 millions). Et que les budgets militaires explosent au Moyen-Orient.

Quant à la porte-parole du Seco, elle nous conseille de relire leur communiqué de presse sans vouloir préciser combien d'employés du Seco y travaillent, ni combien de temps cela prendra. Tout juste a-t-on appris que la Suisse a cessé ses livraisons d'armes à la Syrie depuis le 1er avril 1998 et que Berne et les Emirats arabes unis ont créé une commission d'enquête commune concernant le sort des 225 162 grenades à main livrées en 2003 à l'armée des EAU pour un montant de 13 millions de francs. Une somme confirmée par Jiri Paukert.

Et, jusqu'à nouvel avis, toutes les demandes d'exportation d'armes en direction des Emirats sont «suspendues», même si les ventes déjà autorisées peuvent désormais être honorées. Finalement le moratoire promis par le Conseil fédéral n'a duré que… deux semaines.

Une volte-face qui s'explique: Pilatus est vertement intervenu auprès du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, patron du Seco, après sa décision d'interdire toutes les transactions «militaires» vers les EAU. L'entreprise de Stans vient de livrer 25 avions d'entraînement PC-21 pour un montant de 500 millions de francs et doit encore fournir des pièces détachées, des logiciels tout en assurant les services d'entretien et de garantie.

Croix de bois, croix de fer. Reste que l'affaire des grenades repose la question du respect de la loi sur le matériel de guerre qui interdit l'exportation d'armement suisse «si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou international, s'il viole systématiquement et gravement les droits de l'homme, s'il y a de forts risques que, dans le pays de destination, les armes à exporter soient utilisées contre la population civile ou s'il y a de forts risques que, dans le pays de destination, les armes à exporter soient transmises à un destinataire final non souhaité».

En 2009, au moment où le peuple suisse devait s'exprimer sur cette question, le gouvernement avait promis, la main sur le cœur – croix de bois, croix de fer, si je mens, j'irai en enfer – que les armes «made in Switzerland» seraient contrôlées encore plus sévèrement. Et boum, voilà que des munitions de Ruag, la société d'armement contrôlée par la Confédération, se sont retrouvées l'année passée dans les kalachnikovs des rebelles libyens après avoir transité par le Qatar. Que des Pilatus PC-12 sont utilisés par les Américains en Afrique dans la lutte contre al-Qaida. Que des chars suisses vendus aux Saoudiens ont été utilisés pour réprimer dans le sang la révolte à Bahreïn. Et que, dernier épisode en date, des grenades offensives Ruag explosent en Syrie. A Alep bien sûr, mais aussi à Damas ou à Homs. ○

REUTERS/HANDOUT

ALEP, NORD DE LA SYRIE Des rebelles montrant des armes qu'ils ont prises aux forces de Bachar el-Assad. En plus de ce matériel, ils disposent de grenades suisses produites entre 1992 et 2005 (à gauche).

«BACHAR EL-ASSAD A CACHÉ LA MOITIÉ DES RÉSERVES DU PAYS, SOIT 5 MILLIARDS DE DOLLARS, EN RUSSIE.»

Tawfik Chamaa, président de l'Association des démocrates syriens de Suisse